

France Initiative a créé ou sauvé 35 000 emplois en 2011

Financée en grande partie par les pouvoirs publics, l'association cherche à diversifier l'origine de ses fonds.

Quel est le bilan de France Initiative en 2011 ?

Pour la première fois depuis 2008, l'activité de France Initiative, « *numéro un français du microcrédit professionnel* », s'est légèrement repliée. L'an dernier, ses 240 plates-formes locales ont soutenu 15 953 entreprises, contribuant ainsi à la création et au maintien de 35 367 emplois. « *Ces chiffres sont en baisse d'environ 6 % par rapport à 2010, mais ils demeurent tout à fait remarquables*, nuance Louis Schweitzer, l'ancien patron de Renault, devenu président du réseau. « *Imaginez que l'on fasse une conférence de presse pour annoncer la création de 35 000 emplois, vous seriez 150 journalistes dans la salle...* »

Pour aider ces entrepreneurs, France Initiative accorde des prêts à taux zéro sans garantie. Cette première pierre sert le plus souvent à débloquer des financements complémentaires, puisqu'en 2011, les 154 millions d'euros octroyés par le réseau ont été complétés à hauteur de 979 millions par les banques traditionnelles.

Pourquoi l'activité a-t-elle baissé ?

Les sommes allouées aux prêts Nacre, un dispositif mis en place par l'État en 2009, ont diminué de 37 %. « *Hors Nacre, notre activité reste stable* », précise Louis Schweitzer. Compte tenu de l'état des finances publiques, cette évolution traduit néanmoins le risque qui pèse sur ce type de structures qui tirent l'essentiel de leurs ressources de l'État ou des collectivités territoriales.

Pour elles, l'un des défis actuels est de diversifier l'origine de leurs financements. Ainsi, France Initiative espère notamment capter dès cette année 2,5 millions d'euros d'épargne salariale solidaire. « *Nous avons déjà conclu des accords avec des gestionnaires de fonds, comme Amundi et la BNP* », note l'association. Il est vrai qu'elle dispose de trois arguments chocs pour prouver la pertinence de son modèle : 98 % des prêts sont remboursés ; 85 % des entreprises soutenues sont toujours en activité au bout de trois ans d'existence ; et, à 1 245 €, le coût par emploi créé ou maintenu demeure extrêmement bas.

SÉVERIN HUSSON